



## **CENTRE DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES CERAMIQUES (CTTC )**

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2022)**

 **TÉL. / 05 55 34 19 05**  
**FAX / 05 55 33 73 81**

 **129 avenue du Sablard**  
**87000 Limoges**

 **[pkf-arsilon.com](http://pkf-arsilon.com)**

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes, Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la région Ile de France et de Commissariat aux Comptes membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et du Centre. Société par actions simplifiée au capital de 1 901 259 €. Siège social : 47 rue de Liège - 75008 Paris. RCS Paris 811 599 406. TVA n° FR 66 811 599 406. Siret 811 599 40600014. Code APE 6920 Z. PKF Arsilon Commissariat aux Comptes est une société membre de PKF International Limited, réseau de sociétés légalement indépendantes, et n'accepte aucune responsabilité ou engagement résultant d'actions ou absence d'actions d'un membre individuel ou d'une société correspondante ou de plusieurs sociétés.

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2022)

Aux membres

**CENTRE DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES CERAMIQUES (CTTC)**

Parc d'Ester

7 rue Soyouz

87068 Limoges Cedex

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CENTRE DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES CERAMIQUES (CTTC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

TÉL. / 05 55 34 19 05

FAX / 05 55 33 73 81

129 avenue du Sablard  
87000 Limoges

[pkf-arsilon.com](http://pkf-arsilon.com)

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Limoges le 27 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes  
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes

  
Gilles NOYER - Associé



**ACTIF DU BILAN**

Adresse : Parc d'Ester  
Code APE : 7112B  
N° SIRET : 33156592900055

LIMOGES Cedex  
Durée exercice en mois : 12  
Durée exercice précédent en mois : 12

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort. prov	Net	Net
<b>ACTIF</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations Incorporelles</b>				
Frais établissement				
Recherche et développement	335 388	335 388	0	0
Concessions.brevets.droits sim.	132 950	132 950	0	0
Fonds commercial				
Autres immobilisat. incorporel.				
Avances.acpt./immos incorporel.				
<b>Immobilisation Corporelles</b>				
Terrains	276 962	122 562	154 400	161 064
Constructions	1 645 305	1 311 174	334 131	321 938
Installat. techniq., mat.&outil.	5 745 103	4 926 964	818 139	829 052
Autres immobilisations corporelles	127 894	124 341	3 553	3 284
Immobilisations en cours	425 106		425 106	0
Avances et acomptes	0		0	99 600
<b>Immobilisations Financières</b>				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilis.financières	680		680	680
<b>TOTAL I</b>	<b>8 689 388</b>	<b>6 953 379</b>	<b>1 736 008</b>	<b>1 415 618</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	138 003	82 655	55 348	49 336
Créances				
Clients et comptes rattachés	305 829	2 169	303 660	420 818
Autres créances	1 327 118	0	1 327 118	698 115
Valeurs mobilières placement	110 531		110 531	549 083
Disponibilités	329 841		329 841	86 130
Charges constatées d'avance	45 500		45 500	12 063
<b>TOTAL II</b>	<b>2 256 822</b>	<b>84 823</b>	<b>2 171 999</b>	<b>1 815 545</b>
Charges/plusieurs exercices			0	0
Primes remboursement obligations				
Ecart conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL (I et II)</b>	<b>10 946 209</b>	<b>7 038 203</b>	<b>3 908 007</b>	<b>3 231 163</b>



**PASSIF DU BILAN**

	Exercice N	Exercice N-1
<b>PASSIF</b>		
<b>FONDS PROPRES/ FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds propres/fonds Associatifs sans droit de reprise</b>		
Fonds associatif	80 000	80 000
<b>Fonds propres/fonds Associatifs avec droit de reprise</b>		
Ecart de réévaluation (dt écart équivalence)		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	50 000	50 000
Autres réserves		
Report à nouveau	924 923	770 509
EXCEDENT OU DEFICIT de l'exercice	65 477	154 414
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 120 400</b>	<b>1 054 923</b>
<b>FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES</b>		
Subventions d'investissement	769 327	556 262
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>1 889 726</b>	<b>1 611 185</b>
Produits des émissions de titres participatifs	0	0
Avances conditionnées		
<b>TOTAL II</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	90 501	90 501
Provisions pour charges		
<b>TOTAL III</b>	<b>90 501</b>	<b>90 501</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	645 906	677 109
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	253 653	317 069
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	288 436	262 955
Dettes fiscales et sociales	31 131	82
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	409 978	442
Autres dettes	298 675	271 818
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL IV</b>	<b>1 927 779</b>	<b>1 529 476</b>
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)</b>	<b>3 908 007</b>	<b>3 231 163</b>

Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an  
dont concours bancaires courants, soldes crédit. banq. CCP

1 927 779  
0

1 529 476  
0



**COMPTE DE RESULTAT (en liste)**

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportat.	Total	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Cotisations	14 963		14 963	11 962
Ventes de biens et de services				
Ventes de biens				
Ventes de prestations de service	1 295 846	66 400	1 362 246	1 141 850
<b>TOTAL</b>	<b>1 310 809</b>	<b>66 400</b>	<b>1 377 209</b>	<b>1 153 812</b>
Produits de tiers financeurs				
Concours Publics et Subventions d'exploitation			774 554	756 689
Reprises sur amortissements, dépréciations, et provisions et transferts de charges			160 737	219 267
Autres produits			164 888	197 082
<b>TOTAL I</b>			<b>2 477 388</b>	<b>2 326 850</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achats de marchandises			141 572	100 189
Variation de stock			869	(15 305)
Autres achats et charges externes			897 375	915 301
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés			50 472	42 789
Salaires et traitements			809 856	669 326
Charges sociales			313 965	259 406
Dotations aux amortissements et aux dépréciations			332 935	342 579
Dotations aux provisions			82 655	109 644
Dotations expl. pour risques et charges aux provisions			0	65 457
Autres charges			1 389	1 202
<b>TOTAL II</b>			<b>2 631 086</b>	<b>2 490 590</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>(153 698)</b>	<b>(163 740)</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			1 466	485
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change			0	0
Pdts nets sur cessions valeurs mobilières placement				
<b>TOTAL III</b>			<b>1 466</b>	<b>485</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			5 518	5 903
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes/cessions valeurs mobilières placements				
<b>TOTAL IV</b>			<b>5 518</b>	<b>5 903</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>			<b>(4 052)</b>	<b>(5 419)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)</b>			<b>(157 750)</b>	<b>(169 159)</b>





**COMPTE DE RESULTAT (suite)**

	Exercice	Exer. préc.
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	35 048	50
Produits exceptionnels sur opérations en capital		107 669
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		24 459
<b>TOTAL V</b>	<b>35 048</b>	<b>132 178</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	191	1 708
Charges exceptionnelles sur opération en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	7 598
<b>TOTAL VI</b>	<b>191</b>	<b>9 306</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>34 857</b>	<b>122 872</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	(188 369)	(200 701)
Crédit impôt		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>	<b>2 513 902</b>	<b>2 459 512</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>2 448 425</b>	<b>2 305 098</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>65 477</b>	<b>154 414</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	9 605	6 862
<b>TOTAL</b>	<b>9 605</b>	<b>6 862</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	9 605	6 862
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>9 605</b>	<b>6 862</b>

	Exercice	Exer. préc.
Dont produits sur exercices antérieurs	35 048	50
Dont charges sur exercices antérieurs	187	1 708



Au bilan avant répartition de l'exercice clos le **31/12/2022** dont le total est de **3 908 007 €** et le compte de résultat de l'exercice dégage un résultat de **65 476,67 €**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/22 au 31/12/22.

Les notes et les tableaux, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis par le Conseil d'Administration.



**ANNEXE**

	Page	N/S	N/A
<b>DESCRIPTIF de L'ASSOCIATION</b>	7		
Informations complémentaires pour donner une image fidèle.....	8		
<b>REGLES ET METHODES COMPTABLES</b>			
Règles et méthodes comptables.....	9-10		
Changements de méthode.....	11		
<b>COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT</b>			
Etat de l'actif immobilisé.....	12		
Etat des amortissements.....	13		
Fonds propres.....	14		
Etat des provisions.....	15		
Etat des échéances des créances et des dettes.....	16		
Informations et commentaires sur :			
Eléments relevant de plusieurs postes du bilan			X
Provision spéciale de réévaluation			X
Réserve de réévaluation			X
Frais d'établissement			X
Frais de recherche appliquée et de développement.....	9		
Fonds commercial			X
Intérêts immobilisés			X
Intérêts sur éléments de l'actif circulant			X
Différences d'évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant			X
Avances aux dirigeants			X
Produits à recevoir.....	18		
Charges à payer.....	18		
Charges et produits constatés d'avance.....	18		
Charges à répartir sur plusieurs exercices			X
Subventions .....	19		
Composition du capital social			X
Obligations convertibles			X
Parts bénéficiaires			X
Ventilation du chiffre d'affaires net		X	
Ventilation de l'impôt sur les bénéfices		X	
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS</b>			
Crédit-bail	21		
Engagements financiers			X
Dettes garanties par des sûretés réelles	21		
Incidences des évaluations dérogatoires			X
Accroissements et allègements de la dette future d'impôts			X
Rémunérations des dirigeants			X
Effectif moyen.....	21		
Contributions volontaires en nature .....	20		
Identité des sociétés-mères consolidant les comptes de la société			X
Liste des filiales et participations			X
Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés			X

N/S : Non Significatif

N/A : Non Applicable



### **Objet social du CTTC**

L'Association a pour objet statutaire *"toutes actions de nature à créer, favoriser, aider, promouvoir, développer les entreprises céramiques ou éventuellement utilisatrices grâce à un transfert de technologie."*

### **Nature et périmètre des activités ou missions**

Conformément à ses statuts, l'Association entreprend, sans que la liste en soit limitative, les actions suivantes :

- \* la recherche appliquée (études de faisabilité...), notamment en vue de la mise au point de savoir-faire, de brevets, et éventuellement le dépôt de ceux-ci,
- \* l'information spécialisée en liaison avec les organismes régionaux et nationaux ;
- \* des actions de formation continue ;
- \* la vente, permanente ou occasionnelle, de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet, et susceptible de contribuer à sa réalisation.

### **Moyens mis en œuvre**

Pour la réalisation de ses missions, le CTTC dispose d'un bâtiment de 2000m<sup>2</sup> dont il est propriétaire, et regroupant plus de 90 équipements technologiques pour la réalisation de prestations R&D et d'analyses des matériaux. Ces moyens sont formalisés sous la forme de :

- \* Une plateforme technologique pour les procédés de fabrication avancée des céramiques techniques (plateforme CERATECH by CTTC)
- \* Une plateforme dédiée à la fabrication additive : ALTERINOV by CTTC (7 technologies, 12 imprimantes)
- \* Un laboratoire de caractérisation des céramiques (EXALYSES by CTTC)
- \* Un FabLab sur 80m<sup>2</sup> (EASYCERAM by CTTC)

Les ressources humaines du CTTC sont composées de salarié.e.s, représentant 19,5 Equivalent Temps Plein dont 90% de personnel techniques (Docteur.e.s, Ingénieur.e.s et Technicien.ne.s)

Le CTTC est labellisé Centre de Ressources Technologiques par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, depuis 1997. Le Centre est également certifié ISO 9001 pour les prestations facturées qu'il réalise pour le compte de ses clients. Enfin, il dispose désormais de la certification QUALIOPi pour la réalisation de ses activités de Formation Continue.

Les membres de l'Association versent une cotisation à celle-ci.  
Ces cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.



**INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELLE****EVENEMENTS SIGNIFICATIFS A LA CLOTURE**

1 - Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité des activités classiques du CTTC. Après une année 2021 marquée par une reprise significative des activités facturées, l'année 2022 a vu se poursuivre l'augmentation du volume d'activités, se traduisant par une nouvelle croissance du Chiffre d'Affaires.

La ligne directrice de l'année 2022 fut le réaménagement et la mise à jour de notre parc technologique, avec d'une part l'évacuation d'un certain nombre d'équipements obsolètes ou plus utilisés, d'autre part la réorganisation de l'implantation des machines grâce aux surfaces libérées, et enfin l'installation de notre nouvelle presse isostatique à froid réceptionnée en fin d'année.

Le niveau des subventions se maintient à un niveau élevé, en raison du démarrage d'un projet collaboratif inter-centres technologiques de Nouvelle-Aquitaine (projet NEXTFAB), dont l'ambition est de mettre en place une ligne pilote de fabrication de composants électroniques hybrides. Ce projet est financé par le Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine, par ailleurs principal financeur public du CTTC, et représente un budget de 1,3M€ de 2022 à 2025. Compte-tenu des délais inhérents au versement des subventions, nous avons fait le choix de reporter le début du remboursement du Prêt Garanti par l'Etat de 217 000 € au mois d'août 2023 afin de préserver la trésorerie et dans le même temps attendre la fin du remboursement du prêt (mai 2023) consenti pour la construction du bâtiment en 2005.

En ce qui concerne la fin de notre programme de ressourcement triannuel en 2022, nous avons entamé une démarche de réflexion stratégique autour des axes technologiques sur lesquels les efforts seront concentrés dans les années à venir. Un premier évènement a eu lieu à l'automne 2022 avec le concours des administrateurs du CTTC et cette démarche sera finalisée en 2023.

Notons une réduction de notre facture d'électricité (de l'ordre de 23%) entre 2021 et 2022, suite à un audit énergétique réalisé en 2021 et des mesures internes mises en place début 2022. Malheureusement, la crise énergétique survenue au printemps 2022, conjuguée à la fin de notre contrat de fourniture d'électricité en décembre 2022, conduira à une forte augmentation en 2023. Pour tenter de limiter l'impact sur les finances du CTTC, nous avons mis en place un plan de sobriété énergétique fin 2022.

2 - Le montant des sommes correspondant aux contrats de recherche de l'Université de Limoges s'élève à 153 356,78 €.





### 3 - Engagements en matière de retraites.

A la clôture de l'exercice, le montant de la "dette actuarielle" en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) s'élève à 131 524,34 euros.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- Année de calcul : 2022
- Taux d'actualisation : 3,77 %
- Méthode de calcul : Prorata des droits au terme
- Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié
- Convention collective : Personnel des bureaux d'études techniques
- Table de mortalité : Insee 2019

En ce qui concerne les paramétrages des catégories, ont été retenus :

- |  |                                    |
|--|------------------------------------|
| - Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle) | 60 – 62 ans : Non cadre            |
| 60 – 62 ans : Cadre                                  |                                    |
| - Progression de salaires                            | 1 % constant : Non cadre           |
| 1 % constant : Cadre                                 |                                    |
| - Taux de rotation                                   | Turn over faible : Non cadre       |
| Turn over faible : Cadre                             |                                    |
| - Taux de charges sociales patronales                | 40 % pour la catégorie : Non cadre |
| 40 % pour la catégorie : Cadres                      |                                    |

4 - L'association a décidé de mettre en place un **Compte Epargne Temps** en 2018.  
Le temps épargné au 31/12/2022 est de 73 jours, pour un montant de 14 809,27 €

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

**Etablissement des états financiers en conformité avec :**

- le règlement ANC 2014-03
- le règlement ANC 2018-06 du 05/12/2018

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels (Règlement ANC 2014-03).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:



## IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations ou à leur coût de production).

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Brevets	10 ans
- Logiciels	1 à 3 ans
- Agencements et aménagements divers	15 à 30 ans
- Matériels et outillages industriels	3 à 20 ans
- Matériels de bureau et informatiques	3 à 7 ans
- Mobilier	4 à 7 ans
- Aménagement terrain	15 à 20 ans
- Construction	15 à 30 ans

## FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche appliqués et de développement liés au programme prototypage rapide par laser UV appliqué aux céramiques ont été portés à l'actif du bilan.

Les frais étaient constitués des matériaux consommés, des salaires et coûts de personnel engagés et de frais généraux (notamment amortissement des biens immobilisés utilisés) et leur montant résultait du calcul des coûts de ces frais tel qu'il ressortait de la comptabilité analytique de l'entreprise.

Par dérogation et conformément à une décision du Conseil d'Administration du 24/04/2002 l'amortissement était calculé suivant le mode linéaire à compter du 01/01/2001 sur une période de 7 ans afin de tenir compte de la durée d'utilisation des résultats issus des recherches réalisées et des produits futurs correspondants.

Ces frais sont totalement amortis depuis plusieurs exercices.

## PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.



**STOCKS**

Les stocks sont valorisés au coût d'achat, sans rotation depuis 2 ans, ils sont dépréciés à 100%.

**CHANGEMENTS DE METHODE**

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants :

**NEANT**

**ENGAGEMENT HORS BILAN**

Nantissement sur Batiment voir détail des garanties en page 16

Les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants n'est pas mentionné pour des raisons de confidentialité.

Le montant des honoraires du Commissaire aux Comptes figurant aux comptes de résultat de l'exercice est de 16 000 €. Les honoraires afférents à la certification des comptes sont de 11 000 €, le reste correspond à des attestations sur des projets collaboratifs.



**ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE**

	Valeur brute des immobilis. début exer.	Augmentations	
		Rééval. en cours exer.	Acq., créat vir. à pst
Frais établissements, recherche et dévelopt	335 388		
Autres immobilisations incorporelles	132 950		
Terrains	276 962		
Constructions sur sol propre	1 130 766		61 606
Constructions sur sol d'autrui			
Installations agencements des constructions	452 933		
Installations techniques matér.outil.indust	5 792 342		262 888
Autres installations agencs aménagemts	29 376		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	95 192		3 326
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	99 600		325 506
Avances et acomptes			
<b>TOTAL</b>	<b>7 877 171</b>	<b>0</b>	<b>653 325</b>
Participations évaluées par équivalence	0		
Autres participations			
Autres titres immobilisés	680		
Prêts et autres immobilisations financières			
<b>TOTAL</b>	<b>680</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>8 346 189</b>	<b>0</b>	<b>653 325</b>

	Diminutions		val. brute	Réév. lég.
	par vir de pste/pste	/ cession ou mise hs	immob. à fin exerc.	val. origin fin exerc.
Frais établissements, rech.dév.			335 388	
Autres immobilisations incorpor.			132 950	
Terrains			276 962	
Constructions sur sol propre			1 192 372	
Constructions sur sol autrui				
Instal.générales, agencs constr.			452 933	
Installations techniques mat.out		310 127	5 745 103	
Autres inst gales, agencs, amén			29 376	
Matériel transport			0	
Matériel bureau informatiq. mob			98 518	
Emballages récupérables, divers			0	
Immobilis. corporelles en cours			425 106	
Avances et acomptes				
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>310 127</b>	<b>8 220 370</b>	
Participations évaluées/équival.			0	
Autres participations				
Autres titres immobilisés			680	
Prêts immobilisations financ.				
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>680</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>310 127</b>	<b>8 689 387</b>	



**ETAT DES AMORTISSEMENTS**

	situations et mouvements de l'exercice				
	début exercice	Changt méthode	dotations exercice	élt sortis reprises	fin exercice
Frais d'établissement, recherche	335 388			0	335 388
Autres immobilisations incorpor.	132 950				132 950
Terrains	115 898		6 664		122 562
Constructions sur sol propre	841 371		43 953		885 324
Constructions sur sol d'autrui	0				0
Inst gales, agencé des construct.	420 390		5 460		425 850
Installations techn., mat. outil.	4 963 290		273 801	310 127	4 926 964
Autres installations gales, agencé.	28 673		364		29 037
Matériel de transport	0				0
Matériel bureau, informatiq. mob	92 611		2 693		95 304
Emballages récupérables, divers	0				0
<b>TOTAL</b>	<b>6 462 233</b>	<b>0</b>	<b>332 935</b>	<b>310 127</b>	<b>6 485 041</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 930 571</b>	<b>0</b>	<b>332 935</b>	<b>310 127</b>	<b>6 953 379</b>

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant prov. amort. dérogatoires	
	linéaire	dégressif	exception.	dotations	reprises
Frais d'établissement, recherche					
Immobilisations incorpor.					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Inst gales, agencé des construct.					
Installations techn., mat. outil.					
Autres installations gales, agencé.					
Matériel de transport					
Matériel bureau, informatiq. mob					
Emballages récupérables					
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties/pls exercices	Montant net	Augmen-	Dotations	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de rembours. obligations				





**FONDS PROPRES/ FONDS ASSOCIATIFS**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la Clôture
Fonds propres sans droit de reprise	80 000				80 000
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	50 000				50 000
Report à nouveau	924 923	0			924 923
Excédent ou déficit de l'exercice					65 477
<b>Situation nette</b>	<b>1 054 923</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 120 400</b>
Fonds propres consommables					0
Subvention d'investissement	556 262		213 065		769 327
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>1 611 185</u></b>	<b><u>0</u></b>	<b><u>213 065</u></b>	<b><u>0</u></b>	<b><u>1 889 726</u></b>



**ETAT DES PROVISIONS**

Provisions	début exercice	Changt méthode	augmentat. dotations	diminution reprises	fin exercice
Pour reconstitution aissements					
Pour investissements					
Pour hausse de prix					
Pour fluctuation des cours					
Amortissements dérogatoires					
Prvs pour implantations ds CEE					
Autres prvs implant. à l'étranger					
Autres provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Pour litiges					
Pour garanties données clients					
Pour pertes sur marchés à terme					
Pour amendes et pénalités					
Pour pertes de change					
Pour pensions et obligations					
Pour impôts					
Pr renouvellement immobilisation					
Pour grosses réparations					
Charg. fiscal. Social./congés payés	90 502				90 502
Autres prvs risques et charges					
<b>TOTAL</b>	<b>90 502</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>90 502</b>
Sur immobilisations incorporel.					0
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participation					
Sur autres immobilis. financières	89 535		82 655	89 535	82 655
Sur stocks et en-cours	20 109			17 940	2 169
Sur comptes clients					0
Autres prvs pour dépréciation					
<b>TOTAL</b>	<b>109 644</b>	<b>0</b>	<b>82 655</b>	<b>107 475</b>	<b>84 823</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>200 146</b>	<b>0</b>	<b>82 655</b>	<b>107 475</b>	<b>175 326</b>
Dont dotations et reprises	- d'exploitation - financières - exceptionnelles	0	82 655	107 475	



## ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

<b>ETAT DES CREANCES</b>	Mont. brut	1 an au +	Plus un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	680	680	
Clients douteux ou litigieux	2 603	2 603	
Autres créances clients	303 227	303 227	
Créances représentatives titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	0	0	
Sécurité sociale, autres org. sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
Impôts/bénéfices			
T.V.A.	4 407	4 407	
Autres impôts	188 369	188 369	
Divers	1 133 607	1 133 607	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	735	735	
Autres créances		0	
Charges constatées d'avance	45 500	45 500	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 679 128</b>	<b>1 679 128</b>	
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

<b>ETAT DES DETTES</b>	montant brut	à un an au plus	plus 1 an 5 ans au +	a plus de 5 ans
Emprunts obligation.convertibles				
Avances conditionnées	0		0	
Emprunts et dettes : 2 ans max.	217 000	17 406	199 594	
auprès Ets crédit : plus 2 ans	278 906	85 797	185 069	8 040
Emprunt.dette.financières divers	150 000	150 000		
Fournisseurs & comptes rattachés	253 653	253 653		
Personnel et comptes rattachés	140 019	140 019		
Sécurité sociale-autres org. soc.	87 545	87 545		
Etat, autres collectivités pub :				
Impôts sur les bénéfices				
T.V.A.	60 027	60 027		
Obligations cautionnées				
Autres impôts	845	845		
Dettes sur immos-cptes rattachés	31 131	31 131		
Groupe et associés				
Autres dettes	409 978	409 978		
Dettes représentat.titres prêtés				
Produits constatés d'avance	298 675	298 675		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 927 779</b>	<b>1 535 076</b>	<b>384 663</b>	<b>8 040</b>
Emprunts souscrits dans exercice				
Dont montant non encore débloqué				
Emprunts remboursés dans exercice	114 166			
Montant emprunts, dettes/associés				



**PRODUITS A RECEVOIR**

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
<b>CREANCES</b>	
Créances clients et comptes rattachés	106 017,60
Autres créances	666,68
Avoirs à recevoir	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>106 684,28</b>

**CHARGES A PAYER**

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 663,32
Dettes fiscales et sociales	179 630,76
Intérêts à payer	0,00
Intérêts à payer sur emprunts	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>208 294,08</b>

**CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**

	Charges	Produits
Charges/Produits d'exploitation	45 500,41	298 674,75
<b>TOTAL</b>	<b>45 500,41</b>	<b>298 674,75</b>





**SUBVENTIONS/CONCOURS PUBLICS OCTROYES DANS L'EXERCICE**

	Financier	Montant total encaissé dans l'exercice	Montant comptabilisé dans l'exercice
<b>Subvention d'investissement</b>			
Report années antérieures			127 110
Investissement subvention 2019	REGION NA	0	5 279
Investissement 2020	DRARI	0	8 000
Investissement 2021	DRARI	0	3 333
Investissement 2022	DRARI	37 857	757
NEXTFAB	REGION NA	60 116	9 479
Report années antérieures Batiment			10 886
<b>TOTAL</b>		<b>97 973</b>	<b>164 845</b>
<b>Subventions d'exploitation</b>			
CERA2+ (2020)	REGION NA	173 400	
CERA2+ (2021)	REGION NA		55 487
CERA2+ (2022)	REGION NA		490 523
Subvention EDF	EDF	2 200	2 200
Cer-e-Factory	REGION NA		
Cer-e-Factory	BPI		
3D ON CHIP	DGE (Ministère de l'Economie et des Finances)		72 081
CAPBAB	ANR	5 976	4 458
LAUNCH	REGION NA	50 400	37 914
ACOHYA	ETAT (Ministère des Armées)	47 330	37 264
NEXTFAB	REGION NA	466 940	74 627
<b>TOTAL</b>		<b>745 246</b>	<b>774 554</b>





## EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Nature des Contributions	Modalité mise en œuvre	Méthodes de valorisation		
		Nombre d'heures	Taux horaire chargé (*)	Total
Instances statutaires(CA et AG)	Emargement feuilles de présence	112,00	39,61	4 436
Bureau	Emargement feuilles de présence	30,00		1 188
Gestion de la structure avec la Présidence	Rendez-vous/calendrier	10,50		416
Comité d'Orienta-tion Stratégique	Emargement feuilles de présence	90,00		3 565
<b>TOTAL</b>		<b>242,50</b>		<b>9 605</b>

(\*) taux horaire Cadre selon convention collective "Bureaux d'Etudes" Coefficient 210 position 3.2. + 36% de Charges



**EFFECTIF MOYEN**

	Personnel salarié	Per. mis à disposition
Cadres	13,5	
Agents de maîtrise et techniciens	6,8	
Employés	1	
Apprentis	2	
<b>TOTAL</b>	<b>23,3</b>	<b>0</b>

**CREDIT BAIL**

Crédit bail	Terrains	Construction s	Mat., outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				0	0
- Cumul exercices antérieurs				0	0
- Dotations de l'exercice				0	0
Total amortissements				0	0
- Cumul exercices antérieurs				0	0
- Exercice				0	0
Total redevances payées				0	0
- à un an au plus				0	0
- à plus d'un an et cinq ans au plus					0
- à plus de cinq ans					
Total redevances restant à payer				0	0
- à un an au plus				0	0
- à plus d'un an et cinq ans au plus					0
- à plus de cinq ans					
Valeur résiduelle				0	0
Montant pris en charge dans l'exercice				0	0

**DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES**

Postes concernés	Dettes garanties	Montants des sûretés	VNC des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts auprès des établissements de crédit	270 866	1 150 000	807 531
Emprunts et dettes financières			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
<b>Total</b>	<b>270 866</b>	<b>1 150 000</b>	<b>807 531</b>

